

En dépit des critiques, la libre circulation des personnes est essentielle pour la Suisse

17.07.2025

D'un coup d'oeil

- L'évolution démographique est inexorable: sans immigration, la population active suisse diminuera drastiquement, tandis que le nombre de retraités augmentera fortement
- La Suisse profite largement de la libre circulation des personnes, car les personnes qui immigreront sont en premier lieu les travailleurs dont nous avons un besoin urgent
- L'immigration via la libre circulation des personnes atténue les charges supplémentaires qui menacent la population active

Les accords bilatéraux I apportent de gros avantages économiques à la Suisse. C'est ce qu'ont démontré plusieurs études empiriques, dont la récente d'Ecoplan (en allemand). La libre circulation des personnes donne une importante impulsion à la croissance économique car elle permet à la Suisse de trouver les forces de travail dont elle a impérativement besoin. Les entreprises ont un accès non bureaucratique à une main-d'œuvre qualifiée dont dépend l'économie suisse en raison de l'évolution démographique. Par ailleurs, c'est la demande sur le marché du travail qui régule l'immigration. De ce fait, ce sont avant tout des travailleurs qui arrivent. La part du regroupement familial est bien moindre que pour des personnes venant de pays tiers et le taux d'activité des Européens est impressionnant. Il atteignait 86,8% en 2024. C'est ce que démontre le nouveau rapport de l'Observatoire de la libre circulation du SECO.

L'immigration accroît la prospérité – aussi par habitant

L'importance économique de la libre circulation des personnes ne se reflète pas seulement dans la croissance du produit intérieur brut (PIB), mais aussi dans celle du PIB par habitant. Des études comme celle d'Ecoplan montrent que l'immigration contribue nettement à accroître la prospérité, tant au niveau macroéconomique qu'individuel. Une limitation de l'immigration entraînerait des pertes sensibles, y compris par habitant. Ces constats ont déjà été mis en évidence dans un [dossierpolitique](#) d'economiesuisse.

La population active est déterminante pour l'évolution économique

On passe trop souvent sous silence le fait que, sans immigration nette, le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans diminuerait. Le graphique ci-dessous le montre bien, avec d'une part l'évolution démographique globale et, d'autre part, celle des différentes classes d'âge. En l'absence d'immigrants, il manquera plus d'un demi-million de personnes dans la population active d'ici à 2045. Le nombre des plus de 65 ans augmentera d'environ 630 000 personnes. Il progressera même de 760 000 personnes si on tient compte des retraités établis à l'étranger. C'est important, car ils ont également droit à une rente. Autrement dit, le rapport entre les actifs et les rentiers ne cessera de se détériorer ces prochaines années.

```
!function(){"use strict";window.addEventListener("message",function(a){if(void 0!==a.data["datawrapper-height"]){var e=document.querySelectorAll("iframe");for(var t in a.data["datawrapper-height"])for(var r,i=0;r=e[i];i++)if(r.contentWindow===a.source){var d=a.data["datawrapper-height"][t]+"px";r.style.height=d}}})();
```

L'évolution des classes d'âge et le rapport entre les unes et les autres sont importants

La tranche d'âge qui prend de l'ampleur est importante pour la performance économique future. En effet, une partie de l'immigration nette future ne représentera pas une «croissance» démographique, mais ne fera qu'atténuer la baisse de la population active. Et, il est clair que l'augmentation du nombre de personnes ayant atteint l'âge de la retraite n'étoffera pas la population active. Au contraire, plus elle est importante, plus la population active sera sollicitée, car la prévoyance vieillesse est en partie financée par répartition et les coûts de la santé vont s'alourdir. À l'avenir, les actifs devront céder une part croissante de leurs revenus. Ces charges supplémentaires seraient encore bien plus importantes si nous renoncions à l'immigration. Dans un tel cas, les incitations à exercer une activité se détérioreraient massivement pour la population active. Mais si nous souhaitons continuer à accroître la productivité et à exploiter encore mieux le potentiel indigène, il faut inverser l'évolution en améliorant les incitations à travailler. Si nous voulons que la population travaille davantage et soit plus productive, nous devons faire en sorte que cela en vaille la peine pour les individus.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation